



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Jean-Luc LACOSTE

36 rue du moulin de Conilh
Lot A
33450 Saint-Loubès

Références : 26-295
Code AIOT : 0003101975

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement Jean-Luc LACOSTE implanté 6 avenue du Vieux Moulin 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Jean-Luc LACOSTE
- 6 avenue du Vieux Moulin 33450 Saint-Loubès

- Code AIOT : 0003101975
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SASU LACOSTE J.L exploite une installation mobile de concassage et une station de transit de produits minéraux solides depuis 2009 (récépissé de déclaration n° 16958 en date du 10/12/2009), relevant respectivement des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) avec une production moyenne de 25 000 t/an. En 2016, la nomenclature des installations classées a évolué instaurant un régime d'enregistrement pour ces rubriques.

L'emprise du site LACOSTE est de 23 570 m² et la puissance cumulée des équipements de concassage-criblage est de 324 kW. Ainsi, le régime d'enregistrement s'applique selon le principe des droits acquis (bénéfice de l'antériorité acté par courrier du 21/10/2016 avec dossier de récolement transmis le 14/12/2017).

Fin 2022, la SASU LACOSTE J.L a notifié la cessation de son activité avant d'abandonner la procédure, ne réussissant pas à vendre le terrain. Suite à l'inspection du 19/06/2025, des non-conformités ont fait l'objet d'un rappel par voie de mise en demeure signée le 16/09/2025.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Retombées des poussières	AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Traçabilité des déchets	AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation	AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - premier point	Sans objet
3	Bruit	AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La vente du terrain et la cessation des activités restent la priorité de M. Lacoste. Toutefois, le jour de l'inspection, le site était toujours en fonctionnement. Le respect des dispositions réglementaires

reste donc un objectif, notamment celles de l'arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 16/09/2025.

Sur ce dernier sujet, il est noté qu'une surveillance du bruit et des retombées de poussières a bien été lancée par l'exploitant, avec des résultats conformes, qui permettent de lever la mise en demeure sur ces points. Des efforts sur la traçabilité des flux entrants et sortants restent attendus ; le point associé de la mise en demeure ne peut donc pas être levé. Dans la mesure où le niveau de production a significativement diminué, un délai supplémentaire est accordé sans prise de sanction financière à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - premier point
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La SASU LACOSTE JL (...) est mise en demeure de se régulariser : <ul style="list-style-type: none">• soit, en cessant complètement ses activités et en justifiant sa démarche de cessation en application des articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement,
Constats : Aucune notification de cessation n'a été transmise. Le jour de l'inspection, des tas de déchets inertes, une pelle et un concasseur sont sur site sans être en fonctionnement au moment de l'inspection. Pour autant, l'exploitant déclare toujours être en situation de vente et ne continue son activité que dans le but de payer son crédit immobilier. L'exploitant déclare produire 1 000 tonnes de granulats recyclés par mois, soit moitié moins que le niveau de production initialement déclaré. Les matériaux et déchets inertes n'occupent, le jour de l'inspection, qu'une faible surface au sol témoignant d'une activité réduite. La puissance du concasseur reste de 324 kW (supérieure au seuil d'enregistrement). Cette situation témoigne effectivement d'une diminution d'activité, et par conséquent des nuisances induites. Pour autant, la procédure de cessation selon les articles R. 512-46-25 du code de l'environnement pour les installations classées soumises à enregistrement reste à applicable. A ce stade, l'inspection s'est poursuivie pour vérifier le respect des prescriptions applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Retombées des poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité à l'arrêté ministériel du 26/11/2012 - Articles 39 et 57

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées (...)</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, (...). La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats du suivi mis en place pour le dernier trimestre 2025. Les mesures ont été effectuées par GEOSCOP sur le mois de novembre 2025, selon un réseau de trois jauges.</p> <p>Les résultats n'appellent pas de remarque. En revanche, le niveau de production n'est pas présenté (nombre de jours en fonctionnement, tonnage produits, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant continue sa surveillance et communique les résultats tous les trimestres en les complétant avec le niveau de production.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Bruit

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Pour les établissements existants : la fréquence des mesures est annuelle ; si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les résultats du contrôle de bruit réalisé par GEOSCOP le 5 novembre 2025.</p> <p>Les niveaux de bruit en limite propriété et en zones à émergence réglementée sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2025, article 1 - deuxième point
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Prescription contrôlée : Article 55 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 : Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes. L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation (...). Article R. 541-43 du code de l'environnement : Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. L'arrêté du 31 mai 2021 fixe le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant ne formalise pas les flux de déchets inertes et matériaux via un registre, mais en compilant des bons de livraison/achat qui contiennent les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- date d'arrivée,- transporteur,- chantier,- matériaux/déchets,- quantité. Les bons de la journée ont été consultés. En revanche, l'historique est stocké au domicile de l'exploitant et n'a pas été vérifié. La télédéclaration des flux de terres au registre national, via l'application Trackdéchets, n'est pas réalisée. Le niveau d'information au regard du contenu du registre, fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, n'est pas suffisant. Dans le cas d'une poursuite d'exploitation, une amélioration est attendue sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'assurer la traçabilité de toute terre et déchets inertes entrants et sortants de son site via un registre formalisé selon le modèle joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois